

Burundi : une commission accuse les opposants d'être des insurgés, liés au putsch

@rib News, 11/09/2015 â€“ Source AFP La contestation contre un 3e mandat du prÃ©sident Pierre Nkurunziza au Burundi est un Â«Â mouvement insurrectionnelÂ », initiÃ© par les principaux dirigeants de lâ€™opposition et de la sociÃ©tÃ© estime une commission dâ€™enquête qui les accuse dâ€™Ã©tre liÃ©s aux meneurs de la tentative de putsch de mai. Les Â«Â manifestations enclenchÃ©es le 26 avril 2015 nâ€™ont respectÃ© aucune rÃ©gle Â©tablieÂ » en matiÃ©re de manifestations publiques (notamment une demande dâ€™autorisation préalable) et sont Â«Â par consÃ©quent un mouvement insurrectionnelÂ » punissable devant la justice, indique dans son rapport Â«Â la Commission dâ€™enquête chargÃ©e de faire lumiÃ©re sur le mouvement insurrectionnel dâ€™enclenchÃ© le 26 avrilÂ ».

Cette commission, composÃ©e de quatre magistrats nommÃ©s par le Parquet, accuse notamment 25 associations membres de la campagne Â«Â Halte au 3e mandatÂ », six partis ou coalition dâ€™opposition (MSD, Frodebu, Frodebu-Nyakuri, UPD, IndÃ©pendants de lâ€™Espoir et ADC) et certains de leurs dirigeants, ainsi que, sans les nommer, des militaires, policiers et hommes et femmes dâ€™affaires dâ€™Ã©tre Â«Â Ã© lâ€™actif de ce mouvement insurrectionnelÂ ». Parmi les hommes politiques visÃ©s figurent Alexis Sinduhije, prÃ©sident en exil du MSD, mais aussi Jean Minani, prÃ©sident du Frodebu-Nyakuri, Charles Nditije des IndÃ©pendants de lâ€™Espoir, LÃ©once Ngendakumana prÃ©sident du Frodebu et de la coalition ADC, ainsi que les deux anciens prÃ©sidents Sylvestre Ntibantunganya et Domitien Ndayizeye, ces cinq derniers toujours au Burundi. Ce rapport Â«Â a Ã©tÃ© commanditÃ© par le pouvoir Nkurunziza pour incriminer tous les anti-3e mandatÂ », a accusÃ© M. Nditije. Â«Â Câ€™est une parodie de justice qui nâ€™a aucune crÃ©dibilitÃ© judiciaireÂ », a-t-il notamment que le rapport nâ€™Ã©voque pas les manifestants tuÃ©s par la police. Sont Ã©galement pointÃ©s du doigt, parmi dâ€™autres, Pierre-Claver Mbonimpa, dÃ©fenseur des droits de lâ€™Homme reconnu, soignÃ© Ã©tranger aprÃ©s un dâ€™assassinat dâ€™obut aoÃ©t, Pacifique Nininahazwe et Vital Nshimirimana, figures de la sociÃ©tÃ© civile ayant pris le chemin de lâ€™exil. Les magistrats affirment que les organisateurs des manifestations Ã©taient en Â«Â concertation Ã©troiteÂ » avec Â«Â ceux qui prÃ©paraient le coup dâ€™EtatÂ » des 13 et 14 mai. Â«Â Le putsch est donc venu en couronnement Ã© lâ€™insurrectionÂ », juge la Commission, prÃ©sidÃ©e par Adolphe Manirakiza, premier substitut du procureur gÃ©nÃ©ral. Elle recommande que Â«Â tous ceux qui sont repris dans la liste des responsablesÂ » soient Â«Â traduits en justiceÂ » pour les infractions pÃ©nales qui leur sont reprochÃ©es mais aussi tenus pour civilement responsables des dÃ©gÃ¢ts causÃ©s par les manifestations, quâ€™elle estime Ã© environ 32 millions de dollars. Elle admet ne pas connaÃ©tre le bilan humain de la contestation (tuÃ©s ou blessÃ©s). La Commission indique que 28 soldats et policiers ont Ã©tÃ© arrÃ©tÃ©s pour leur participation Ã© la tentative de coup dâ€™Etat. Â«Â Ce rapport est choquant car il met (Ã©) dans le mÃªme sac les responsables de manifestations politiques et les auteurs dâ€™une tentative de coup dâ€™EtatÂ », a rÃ©agi sous le couvert de lâ€™anonymat un diplomate en poste Ã© Bujumbura. Â«Â On va voir si le pouvoir va lui donner une suite judiciaireÂ », a-t-il ajoutÃ©, Â«Â mais peut dire dâ€™jÃ© quâ€™il referme pratiquement les portes Ã© un vÃ©ritable dialogueÂ » avec lâ€™opposition. Lire lâ€™intÃ©gralitÃ© du Rapport